



Le Magazine de l'OSCE, qui est également disponible en ligne, est publié en anglais et en russe par la Section de la presse et de l'information de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les

opinions exprimées dans les articles sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'OSCE et de ses États participants.

Rédaction : Patricia N. Sutter

Conception : Nona Reuter

Impression : Manz Crossmedia

Veillez envoyer vos commentaires et contributions à : pat.sutter@osce.org ou osce-magazine-at@osce.org

Section de la presse et de l'information

Secrétariat de l'OSCE

Kärntner Ring 5-7

A-1010 Vienne (Autriche)

Tél.: (+43-1) 514 36-278

Fax: (+43-1) 514 36-105

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe œuvre en faveur de la stabilité, de la prospérité et de la démocratie dans 56 États grâce à un dialogue politique sur des valeurs partagées et à des activités concrètes qui changent durablement les choses.

Présidence de l'OSCE en 2008 : Finlande

Structures et institutions de l'OSCE

Conseil permanent de l'OSCE, *Vienne*

Forum pour la coopération en matière de sécurité, *Vienne*

Secrétariat, *Vienne*

Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, *Vienne*

Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, *Varsovie*

Haut Commissariat pour les minorités nationales, *La Haye*
Assemblée parlementaire de l'OSCE, *Copenhague*

Opérations de terrain

Caucase

Bureau de l'OSCE à Bakou

Mission de l'OSCE en Géorgie

Bureau de l'OSCE à Erevan

Représentant personnel du Président en exercice pour le conflit dont la Conférence de Minsk de l'OSCE est saisie

Asie Centrale

Centre de l'OSCE à Achgabat

Centre de l'OSCE à Astana

Centre de l'OSCE à Bichkek

Centre de l'OSCE au Tadjikistan

Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ouzbékistan

Europe orientale

Bureau de l'OSCE à Minsk

Bureau de l'OSCE en Moldavie

Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ukraine

Europe du Sud-Est

Présence de l'OSCE en Albanie

Mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine

Mission de l'OSCE au Kosovo

Mission de l'OSCE au Monténégro

Mission de l'OSCE en Serbie

Mission de contrôle de l'OSCE à Skopje chargée d'éviter le débordement du conflit

Bureau de l'OSCE à Zagreb

Message de la Présidente finlandaise, Tarja Halonen

Chaque année, des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes dans le monde entier sont victimes de la traite des êtres humains. Cette forme d'esclavage des temps modernes ne connaît pas de frontières géographiques et nous concerne tous. Il s'agit d'une activité criminelle grave et d'une violation flagrante des droits de l'homme, qui représente une inquiétante menace pour la sécurité internationale.



BUREAU DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE

L'OSCE, dont les États participants ont adopté en 2003 un plan d'action pour lutter contre la traite, est, comme l'indique le présent numéro du Magazine de l'OSCE, dans une excellente position pour combattre ce phénomène. Toutefois, il nous faut coopérer plus étroitement avec l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne pour traduire divers accords régionaux et mondiaux en action concrète. Cela demande des ressources financières et un savoir-faire considérables ainsi qu'une réelle volonté d'unir nos efforts.

Les violations des droits de l'homme, les violences, la discrimination, la pauvreté, la faim et le chômage augmentent le risque d'être soumis à la traite des êtres humains. Et malheureusement, si les femmes et les enfants sont si nombreux parmi les victimes, c'est parce qu'ils sont particulièrement vulnérables face à cette adversité.

La traite des êtres humains visant à exploiter leur travail devrait aussi être activement enrayerée ; nous devons faire en sorte que le droit de chacun à un travail décent soit respecté. Un meilleur cadre pour la circulation transfrontière des personnes est nécessaire pour en faire une force réellement positive, à la fois pour les personnes concernées et pour les pays d'origine et de destination.

Une autre mesure indispensable est de mieux sensibiliser l'opinion aux différentes formes de traite des êtres humains. En Finlande, par exemple, nous pensions il y a de cela quelques années que nous avions été épargnés par le problème de la traite. Nous nous étions trompés. Il n'existe pas de région qui soit trop lointaine pour la criminalité internationale organisée. Nous avons adopté notre premier plan d'action national contre la traite des êtres humains en 2005 et y avons apporté quelques améliorations en 2007.

Mais des mesures prises au seul niveau national ne sont pas suffisantes. Les pays d'origine, de transit et de destination devront également coopérer entre eux et mettre à contribution les ONG, car celles-ci sont les plus proches des réalités de la vie quotidienne de la population.

Je suis heureuse de constater que les États participants de l'OSCE sont résolus à accélérer leur action pour prévenir et combattre la traite des êtres humains. La conférence de haut niveau que l'OSCE et la Présidence finlandaise ont organisée conjointement à ce sujet à Helsinki en septembre a constitué un progrès important car nous avons pu nous concentrer sur les droits des victimes au cours des enquêtes et des poursuites dans le cadre des affaires de traite des êtres humains.

J'attends de nombreuses autres initiatives de ce genre afin de contribuer à mettre en place un monde auquel nous aspirons tous, un monde qui soit sûr et juste.

Tarja Halonen
Helsinki, décembre 2008



Nations Unies (New York), 26 septembre. Alexander Stubb, Président en exercice de l'OSCE, répond aux questions de journalistes après avoir pris la parole au Conseil de sécurité de l'ONU. Il a déclaré que l'OSCE intensifierait son action dans les domaines de la résolution des conflits et de la gestion des crises.
Photo : Magdalena Herrgard/Consulat général de Finlande (New York)

Redécouvrir l'esprit d'Helsinki

ALEXANDER STUBB

La seizième Réunion du Conseil ministériel, qui se tient les 4 et 5 décembre, n'est pas la première occasion à laquelle les États participants de l'OSCE se réunissent à Helsinki pour examiner toute une série de questions concernant la stabilité, la sécurité et la coopération en Europe et au-delà.

Au début des années 1970, c'est dans la capitale finlandaise qu'a été lancé un processus qui devait grandement aider à surmonter les différences et à trouver un terrain d'entente entre anciens adversaires. Deux décennies plus tard, en 1992, Helsinki servait de décor à une autre réunion historique marquant l'aube d'une nouvelle époque – époque qui effacerait les lignes de division et favoriserait une authentique sécurité commune.

Alors que 2008 s'achève, nous nous réunissons de nouveau dans cette même ville avec, cette fois, une nouvelle occasion de refaire surgir l'esprit d'Helsinki.

Aujourd'hui, nous savons tous ce que l'esprit d'Helsinki représente : un esprit de changement, le désir de rechercher le changement de manière pacifique, guidés par des principes communs et des valeurs partagées.

Bien que les paysages transatlantique et eurasiatique aient profondément changé depuis 1975 et bien que d'importants résultats aient été obtenus, nous n'avons pas encore matérialisé la vision commune que nous poursuivons depuis si longtemps : une vision de sécurité, de stabilité et de prospérité entre nos États et dans nos sociétés. De vieux conflits, en effet, demeurent non résolus et il est apparu de nouvelles menaces qui appellent de vigoureuses réponses collectives. Il est triste de constater que la confrontation et l'unilatéralisme ont retrouvé leur place dans la panoplie politique des États.

UN NOUVEAU DIALOGUE

Quoi qu'il en soit, j'estime que le moment n'est

pas à la recherche de coupables. Il est, au contraire, idéal pour renforcer notre sens d'une finalité commune et l'OSCE elle-même. Le moment est venu de réfléchir à la façon de mettre à profit les réalisations du passé et de les adapter au nouveau contexte mondial et régional actuel. Le temps est venu de réaffirmer les engagements que nous avons pris dans le cadre de l'OSCE. Et il est venu de redynamiser la façon dont nous mettons en œuvre ces engagements.

C'est pourquoi j'envisage la réunion du Conseil ministériel à Helsinki comme l'amorce d'un nouveau dialogue.

Les événements d'août 2008 ont rappelé de manière douloureuse qu'il n'existe pas de « conflit gelé » et que nous devons agir rapidement et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour régler les conflits qui subsistent dans la région. Cette année, l'OSCE a, grâce au travail qu'ont accompli l'envoyé spécial Heikki Talvitie et nombre d'autres personnes, intensifié l'action menée pour consolider les négociations relatives au conflit transnistrien.

La Finlande a également appuyé de tout son poids les travaux du Groupe de Minsk, qui dirige la recherche que mène l'OSCE d'une solution politique au conflit du Haut-Karabakh. Le but des coprésidents du Groupe de Minsk et d'Andrzej Kasprzyk, représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE, est d'inviter l'Arménie et l'Azerbaïdjan à examiner sérieusement la proposition que les co-présidents ont eux-mêmes élaborée à Madrid l'an dernier et qui énonce des principes de base à appliquer pour résoudre le conflit. Je suis heureux de voir que les présidents azerbaïdjanais, arménien et russe ont confirmé l'importance que continue de revêtir la médiation du Groupe de Minsk.

En ce qui concerne les suites de la guerre en Géorgie, j'ai poursuivi un double objectif : promouvoir la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu et de l'aide humanitaire dans la région, et consolider les bases d'une stabilité et d'une sécurité durables.

Aucun de ces buts ne peut être atteint immédiatement, mais l'OSCE doit à la région, après avoir grandement contribué à l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat, de maintenir la dynamique en continuant de mettre à profit son aptitude à agir rapidement et avec souplesse.

L'impact des combats a pénétré chaque dimension de la sécurité. Nous avons vu les visages de réfugiés et de personnes déplacées, tant à Vladikavkaz qu'à Gori. L'impact à moyen et long termes sur l'environnement et sur l'économie a également été énorme : des agriculteurs ont perdu une année entière de production du fait des feux de forêt et des bombardements directs. Les mesures de confiance sont au point mort, le déminage étant désormais la priorité absolue dans de nombreux villages.

L'Organisation a dû, sur le plan stratégique, axer sa réponse sur divers besoins. À ma demande, deux



institutions de l'OSCE, à savoir le Haut Commissaire pour les minorités nationales et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, ont évalué conjointement la situation des droits de l'homme à l'intérieur et aux alentours des zones de conflit. Le Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE a mené, avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, une mission chargée d'examiner les dommages écologiques causés par le conflit et de recommander des mesures.

Conformément au souhait des États participants, l'OSCE continuera de jouer un rôle clé dans ce domaine. En ces temps incertains, l'approche intégratrice de l'Organisation et le rôle qu'elle joue comme instrument de dialogue permanent et comme plate-forme d'action sont plus précieux que jamais.

Les solutions que nous offrons – en Ossétie du Sud, où l'OSCE assume la direction des opérations, et en Abkhazie, dont le cas est traité dans le cadre de l'ONU – vont devoir être aussi complètes que possible. Tel a été le concept qui a sous-tendu l'initiative commune qu'ont récemment lancée à Genève l'ONU, l'OSCE et l'Union européenne au moyen d'une nouvelle plate-forme. Le processus est bien engagé. Il faut maintenant que toutes les parties donnent une nouvelle impulsion à ces débats internationaux en ce qui concerne à la fois les mesures prises pour assurer la sécurité et la stabilité en Ossétie du Sud et en Abkhazie, et le calvaire des réfugiés et des personnes déplacées.

UN ENGAGEMENT INDÉFACTIBLE

Permettez-moi, maintenant, d'évoquer les nombreux problèmes que nous avons affrontés au cours de l'année.

Les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité sont complexes et ne connaissent pas de frontières. Je suis heureux que sous la Présidence finlandaise, l'OSCE n'ait épargné aucun effort pour combattre, avec divers partenaires, le terrorisme,

New York, 23 septembre. En marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, Alexander Stubb, Président en exercice de l'OSCE, a invité les ministres des affaires étrangères qui ont assumé et assumeront la Présidence de l'OSCE de 2007 à 2011 et le Secrétaire général de l'OSCE à étudier les moyens de renforcer l'action de l'Organisation en Géorgie. De gauche à droite : Miguel Angel Moratinos (Espagne) (2007), Dora Bakoyannis (Grèce) (2009), Alexander Stubb (Finlande) (2008), Marc Perrin de Brichambaut (Secrétaire général), Marat Tazhin (Kazakhstan) (2010) et Petras Vaitiekunas (Lituanie) (2011).



Nations Unies (Genève),
14 octobre. Des hauts responsables de l'ONU, de l'OSCE et de l'Union européenne se sont réunis en amont de discussions diplomatiques sur la stabilité et la sécurité en Géorgie et dans la région. On voit ici, de gauche à droite), Benita Ferrero-Waldner, Commissaire européenne chargée des relations extérieures ; Javier Solana, Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune et Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne ; Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU ; Bernard Kouchner, Ministre français des affaires étrangères ; Alexander Stubb, Président en exercice de l'OSCE et Ministre finlandais des affaires étrangères ; et Antonio Guterres, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
 Photo ONU : Jean-Marc Ferré

la prolifération des armes légères et de petit calibre ainsi que la cybercriminalité. La coopération interétatique sur les questions frontalières, qui est cruciale pour l'économie et la sécurité, a également figuré en bonne place dans notre programme de travail.

La Présidence finlandaise s'est également attachée à dynamiser le rôle que joue l'OSCE pour ce qui est de promouvoir la sécurité, la transparence et le dialogue dans le domaine politico-militaire dans l'ensemble de l'Europe. La Présidence, par la Finlande, du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS) pendant les quatre derniers mois de 2008 offre l'occasion de coordonner le programme du Forum et celui du Conseil permanent, et de créer une synergie.

Le dialogue sur les questions relatives à l'économie et à l'environnement a également été l'une de nos principales tâches. L'accent que le Forum économique et environnemental a placé sur les questions relatives aux voies de navigation maritimes et intérieures a mis en évidence l'étroite interaction de la sécurité, de l'économie et de l'environnement. La Présidence finlandaise s'est également intéressée au changement climatique et à ses incidences sur la sécurité, ce qui constitue un thème central que l'OSCE doit aborder à l'avenir.

En ce qui concerne la dimension humaine, l'OSCE a considérablement progressé dans la mise en œuvre des trois domaines d'action prioritaire de la Présidence finlandaise, à savoir la lutte contre la traite des êtres humains, la promotion de la tolérance et de la non-discrimination, notamment en ce qui concerne les Roms et les Sintis, et l'intégration de l'égalité des sexes dans toutes les activités de l'OSCE. J'ai également été heureux de voir que le débat avait progressé sur les principes qui sous-tendent les élections démocratiques et la nécessité d'observer les élections.

En ce qui concerne les opérations de terrain, je voudrais souligner le rôle vital que la Mission de l'OSCE au Kosovo a joué sur place. Pilier essentiel

de la Mission des Nations Unies au Kosovo instituée par la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de l'ONU, elle a aidé à créer de solides institutions locales, à promouvoir les valeurs démocratiques auprès de la population et à protéger les intérêts de toutes les communautés. Je suis heureux de voir que malgré les divergences de vues des États participants, l'OSCE a pu poursuivre cet important travail.

Il y a juste un an, à leur réunion de Madrid, les ministres des affaires étrangères de l'OSCE sont convenus d'intensifier l'engagement de l'Organisation avec l'Afghanistan, important partenaire pour la coopération. L'accent devait porter sur des activités consistant notamment à aider à sécuriser les frontières entre le pays et ses voisins d'Asie centrale, et à apporter un appui dans les domaines du maintien de l'ordre et de la lutte contre le trafic de drogue.

Nous comptons dévoiler bientôt plusieurs projets, y compris la création, à Douchanbé, d'un établissement de formation à la gestion des frontières. Le fait que les partenaires asiatiques de l'OSCE pour la coopération aient tenu leur réunion à Kaboul en novembre a également démontré notre volonté de soutenir fermement l'Afghanistan.

Enfin, j'ai trouvé satisfaisant le fait d'avoir pu insuffler un sentiment de continuité dans l'Organisation par des réunions informelles des présidences passées et futures sous la forme d'un quintette. Je crois que chacun convient que cela a facilité la planification à long terme.

L'année écoulée a révélé comment les atouts de l'OSCE lui ont permis de relever les multiples défis qui ont croisé son chemin. Saisissons cette occasion pour faire revivre l'esprit d'Helsinki.

Alexander Stubb, Ministre finlandais des affaires étrangères, est Président en exercice sortant de l'OSCE.